

**M. Santosh Chakma**  
**Ningreichon Tungshang**  
**Chingri Vashum**

## Évènements en 2021

### Situation des femmes autochtones

Les droits individuels et collectifs des femmes et des filles autochtones sont régulièrement niés ou violés dans les espaces privés et publics. Violence sexuelle, traite, meurtre/marquage comme sorcier, militarisation ou La violence de l'État et l'impact des déplacements induits par le développement, etc. restent des problèmes majeurs. Dans son dernier rapport "*Crime in India 2020*", publié en octobre 2021, le *National Crime Records Bureau* (NCRB) du gouvernement indien a enregistré un total de 3 676 cas de violence contre des femmes et des filles tribales en 2020. Parmi ceux-ci, 1 137 étaient cas de viol.<sup>4</sup> Les femmes autochtones sont victimes d'agressions sexuelles de la part de civils et des forces de sécurité. La tendance s'est poursuivie en 2021 avec plusieurs cas déclarés. Le 7 mars, une jeune fille autochtone de 17 ans a été victime d'un viol collectif dans la région de la vallée de Sukinda Chromite, dans le district de Jajpur, à Odisha, par quatre assaillants, dont un cuisinier de la Force de sécurité industrielle d'Odisha<sup>5</sup>.

Les gardes de réserve du district ont ramassé une jeune fille autochtone de 18 ans chez elle, dans le village de Chingi, dans le district de Bijapur, dans le Chhattisgarh, l'ont violée et torturée avant de l'abattre à l'intérieur de la forêt.<sup>6</sup>

D'autres cas emblématiques de discrimination systématique et de violence contre les femmes autochtones sont présentés ci-dessous.

**Cas 1 : Discrimination envers les femmes autochtones dans le Jharkhand** Un double système de droit écrit et coutumier en Inde a créé un environnement complexe et oppressif pour les droits des femmes tribales. Une étude de 2021 intitulée « *This is not your home' - An assessment of land rights of tribal women in Jharkhand* ' »<sup>7</sup> a déclaré que les femmes autochtones sont confrontées à une violence et une oppression généralisées dans le Jharkhand en raison des normes, coutumes et pratiques informelles profondément ancrées dans la société et compromettent les revendications foncières des femmes.

Le *Chotanagpur Tenancy Act* de 1908 et le *Santhal Pargana Tenancy Act* de 1949 régissant les droits fonciers des peuples autochtones ne reconnaissent pas les femmes en tant qu'individus indépendants et soumettent leurs intérêts à l'action arbitraire des hommes. Les droits d'une femme célibataire, qu'elle soit veuve, célibataire ou divorcée, ne sont pas définis dans ces deux lois et sont soumis aux lois coutumières des différentes tribus. Les droits de propriété sur la terre passent uniquement des hommes aux hommes.<sup>8</sup> Les questions d'héritage des femmes autochtones sont régies par les lois coutumières de leur tribu, qui n'ont jamais été formellement codifiées. Les femmes autochtones ne sont pas autorisées à hériter des terres, mais la coutume exige qu'elles reçoivent une pension alimentaire, ce qui signifie principalement de la nourriture, des vêtements et un abri, tant qu'elles sont en vie.<sup>9</sup> L'étude a conclu que les femmes autochtones du Jharkhand sont confrontées à un cercle vicieux de violence - physique, émotionnelle, verbale, sexuelle et économique. Les normes et pratiques sociales

soutiennent l'idée que les hommes sont supérieurs aux femmes, que les hommes ont un droit naturel à posséder la terre ; que les hommes ont le droit de discipliner physiquement les femmes ; et que les femmes et les filles devraient tolérer la violence dans une relation. Cela a dit: *La vulnérabilité économique des femmes tribales, qui est exacerbée par l'absence de terre et de propriété, joue un rôle important en les exposant aux risques de traite et en les forçant à rester dans des relations abusives en même temps.*

*Les lois – à la fois statutaires et coutumières – renforcent la norme de dépendance des femmes vis-à-vis de leurs partenaires masculins et de leurs proches pour bénéficier, entre autres, des programmes fonciers et des projets agricoles. Entourés des relations patriarcales de dominations de toute part, les moindres actes de transgression des normes en la matière accroissent la violence à l'égard des femmes et maintiennent le statu quo.<sup>10</sup>*

**Cas 2 : Chasse aux sorcières : violence brutale contre les femmes autochtones** La chasse aux sorcières est une pratique perverse par laquelle les femmes accusées d'avoir causé des influences préjudiciables sont qualifiées de sorcières par les Ojhas (sorciers/tantriks) ou les membres de la communauté et sont ensuite traquées, bannies, **flogged**, violées, exhibées nues dans le village, forcées de manger des excréments humains, avoir la tête rasée, battue, etc. Une femme qualifiée de sorcière est appelée par divers noms tels que *dayan, tonahi, beta khauki* (mangeur de fils), *adam khauki* (mangeur d'hommes), *bhaikhauki* (mangeur de frères), *maradmuhi, kheldi* (sans caractère), *bisahin* (femme vénéneuse), *bhootni, Dakan*, etc. La chasse aux sorcières implique donc à la fois des violences physiques et verbales.<sup>11</sup> Selon les rapports annuels du National Crime Records Bureau, la pratique brutale de la marque de sorcières et de la chasse aux sorcières est principalement répandue dans le Jharkhand, le Madhya Pradesh, l'Odisha, le Chhattisgarh, le Gujarat, le Telangana, le Karnataka, l'Assam, l'Haryana, le Tamil Nadu, le Bihar, etc. Au cours des sept dernières années, de 2015 à 2020, le Jharkhand est arrivé en tête de liste avec 126 cas de meurtres motivés par la « sorcellerie », suivi du Madhya Pradesh avec 95 ; Odisha avec 91, Chhattisgarh avec 79, Gujarat avec 43 et Telangana avec 32 cas.<sup>12</sup> Le Bihar a été le premier État à promulguer une loi, la *Loi sur la prévention des pratiques de sorcellerie* (Daain) en 1999, suivi du Chhattisgarh, du Jharkhand, de l'Odisha, du Rajasthan, de l'Assam, du Maharashtra et du Karnataka.<sup>13</sup> Néanmoins, les cas persistants de meurtres et de tortures motivés par la sorcellerie démontrent un manque de mise en œuvre de ces lois.

### **Droits légaux et développements politiques**

L'Inde continue d'accaparer les terres des peuples autochtones, en violation flagrante des lois nationales protégeant les droits fonciers. Au milieu de la deuxième vague de COVID-19, la *National Institution for Transforming India* (NITI Aayog), le premier groupe de réflexion politique du gouvernement indien, a poursuivi sa vision de 750 000 millions de roupies (environ 8 920 millions d'euros) pour le "*Développement holistique de l'île Great Nicobar dans les îles Andaman et Nicobar*".

Le projet a le potentiel de mettre en danger les tribus *Nicobarais* et *Shompen*.<sup>14</sup> En mars 2021, *Aecom India Private Limited*, une agence de conseil, a préparé un rapport de préfaisabilité qui ne reconnaît que sept villages de revenus sur le Grand Nicobar et non les villages autochtones.<sup>15</sup> Le projet vise à dénotifier 7,73 km<sup>2</sup> de la *Réserve tribale d'Onge*<sup>16</sup> et, le 4 février 2021, la Direction du bien-être tribal des îles Andaman et Nicobar a organisé une réunion pour finaliser l'étendue de la dénotification.<sup>17</sup> S'il est mis en œuvre, le projet éliminera les peuples autochtones qui sont répertoriés comme groupes tribaux particulièrement vulnérables en raison de leur population en déclin ou

stagnante, de leur faible niveau d'alphabétisation, de leur niveau de technologie pré-agricole et de leur retard économique. Selon le recensement de 2011, il y a environ 101 tribus Onge.<sup>18</sup>

Le 25 août 2021, le Comité CERD des Nations Unies a émis un avertissement précoce pour le « *Projet de règlement de l'Autorité de développement de Lakshadweep 2021* », émis par l'administration du territoire de l'Union de Lakshadweep sans dûment informer ou consulter les tribus répertoriées de Lakshadweep en clair : violation du « *Règlement I des îles Laccadives et de Minicoy* » de 1912 et du « *Règlement Lakshadweep (Protection des tribus répertoriées)* » de 1964, qui interdisent l'aliénation des terres tribales dans le territoire de l'Union des Lakshadweep.<sup>19</sup> S'il est approuvé, le projet de règlement- dans sa forme actuelle permettra l'aliénation des terres autochtones/tribales à des non-tribaux ainsi que l'établissement d'étrangers. Il y a eu des protestations massives dans le pays et le projet de règlement 2021 de l'Autorité de développement de Lakshadweep reste actuellement suspendu.

En octobre 2021 le gouvernement indien a appelé le public à commenter l'amendement proposé à la loi de 1980 sur la conservation des forêts. Dans sa communication du 30 octobre, *l'Indigenous Lawyers Association of India (ILAI)* a déclaré que les amendements proposés à la loi sur la conservation des forêts n'était rien d'autre qu'une tentative désespérée pour :

- remplacer, amender ou altérer les dispositions « non obstinées » de la loi de 2006 sur les droits forestiers et de la loi de 1996 sur le Panchayat (extension des zones répertoriées) (loi PESA) relatives à la forêt et aux pouvoirs des Gram Sabhas sur les forêts sous sa juridiction;
- libérer le *Ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique (MoEFCC)* de tout contrôle et de toute responsabilité et lui permettre d'être une loi en soi au motif que l'approbation des projets « prend beaucoup de temps », sans aucune tentative de s'attaquer aux causes de le délai; et
- exacerber le système où la forêt est d'abord détruite et le reboisement compensatoire entrepris après, qui est devenu une arnaque en soi comme l'a constaté le Contrôleur et Auditeur Général (CAG) suite à un audit. L'amendement proposé est retardé car le ministère des Affaires tribales et de nombreux gouvernements d'État se sont opposés aux amendements sur les arguments mêmes soulevés par *l'ILAI*.<sup>20</sup>

### **Violations des droits des peuples autochtones par les forces de sécurité**

Les forces de sécurité ont continué d'être impliquées dans des violations des droits de l'homme en 2021, notamment la mort en détention et la torture d'Autochtones. Les personnes décédées des suites de tortures présumées en garde à vue comprenaient quatre hommes autochtones décédés au poste de police de Chikhli dans le district de Dang au Gujarat le 20 juillet ; au poste de police de Bistan dans le district de Khargone au Madhya Pradesh le 6 septembre<sup>21</sup> et au poste de police de Vijapur Naka dans le district de Solapur au Maharashtra le 3 octobre<sup>22</sup>.

Un certain nombre de peuples autochtones de la région du Nord-Est et des zones affectées par les Naxalites dans la « ceinture tribale » ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires par les forces de sécurité. Les incidents comprenaient le meurtre de trois *Adivasis* par le personnel de la *Force de police centrale de réserve (CRPF)* alors qu'il manifestait pacifiquement contre l'établissement d'un nouveau camp par la force dans le village de Silger, dans le district de Sukma, dans le Chhattisgarh, le 17 mai.<sup>23</sup>

## **Violations des droits des peuples autochtones par des groupes d'opposition armés**

Des groupes d'opposition armés, dans le nord-est et le centre de l'Inde, ont continué d'être responsables de violations flagrantes du droit international humanitaire, en particulier des meurtres d'Autochtones accusés d'être des « informateurs de la police », ou simplement de ne pas obéir à leurs diktats. Parmi les personnes tuées figuraient :

- deux membres de la tribu, dont une femme, par des membres présumés de l'Armée de libération nationale de Dimasa dans le village de Kharnaidisha, dans le district de Karbi Anglong, dans l'Assam, le 27 janvier<sup>24</sup> - un membre de la tribu par des maoïstes le 5 mars à G.K. Veedhi à Visakhapatnam dans l'Andhra Pradesh <sup>25</sup> ; et

- trois membres de la tribu, dont un enfant, dans un cercle indiscriminé par des militants présumés sur un groupe de personnes assistant à un service de condoléances au village de B Gamnom dans le district de Kangpokpi à Manipur le 12 octobre.<sup>26</sup>

## **Non-restitution des terres tribales aliénées**

La perte de terres reste la principale cause de déni des moyens de subsistance, des vies et des terres natales des peuples autochtones. Il existe une pléthore de lois interdisant la vente ou le transfert des terres des peuples autochtones à des personnes non autochtones et la restitution des terres aliénées aux propriétaires fonciers autochtones. Ces lois restent cependant inefficaces et rarement invoquées pour protéger les terres autochtones ou restaurer celles qui leur sont aliénées. L'aliénation des terres des peuples autochtones par des moyens frauduleux ou par la force a continué de se produire en 2021. Des rapports de l'*Agence de développement tribal intégré* (ITDA), qui régit les zones répertoriées réparties sur les districts de Srikakulam, Vizian-agaram, Visakhapatnam et Godavari de l'Andhra Pradesh, montrent qu'en mai 2021, seuls 44 % des cas (12 664 sur un total de 28 716 cas conclus) et couvrant 39 % de la superficie totale du territoire (56 921 acres) ont été tranchés en faveur des peuples autochtones et, parmi ceux-ci, seuls 90 % des terres (51 253 acres) ont été effectivement récupérées avec succès par des agriculteurs autochtones. Le reste est toujours détenu illégalement par des non-tribaux.<sup>27</sup>

## **Conditions des peuples autochtones déplacés à l'intérieur de leur propre pays**

Le gouvernement indien ne dispose d'aucune donnée sur le nombre de peuples autochtones déplacés par des projets ou des conflits armés.<sup>28</sup> Environ 56 504 familles tribales sont déjà déplacées ou sur le point d'être déplacées une fois que le projet de barrage de Polavaram deviendra opérationnel en avril 2022.

Le 27 mars, quelque 72 familles tribales ont été déplacées de force de leurs maisons du village d'Agraharam, dans le district de East Godavari, vers une colonie de réhabilitation.<sup>29</sup> En septembre, après avoir visité les zones touchées du projet Polavaram, Ananta Nayak - un membre de la *Commission nationale des tribus répertoriées* - a observé de graves violations des droits des peuples autochtones et exprimé son angoisse face aux manœuvres dilatoires des autorités gouvernementales et à l'incapacité de les réhabiliter.<sup>30</sup> Tout aussi pathétique est la condition des 17 familles tribales déplacées par le projet d'irrigation de Rukuda dans la sous-division de Bonai du district de Sundergarh, Odisha, car ils ont été déplacés pour la deuxième fois en raison de la submersion de leurs terres nouvellement établies. Pendant ce temps, le processus de réinstallation permanente de milliers de déplacés tribaux Bru (Reangs) se poursuivait à Tripura au milieu des protestations concernant le choix des zones de réinstallation. Le gouvernement de Tripura avait sélectionné 12 localités réparties dans

quatre districts de l'État pour installer de façon permanente les Brus qui ont été hébergés dans des camps de fortune au nord de Tripura en 1997.<sup>32</sup> Les femmes autochtones déplacées sont particulièrement vulnérables au risque de traite, d'agression physique et d'abus sexuels violents ainsi que d'être privés d'un logement adéquat, de nourriture et de services de santé.

### **Répression en vertu des lois forestières**

Un grand nombre de peuples autochtones (PA) vivant dans les forêts ont continué de se voir refuser leurs droits en 2021. Selon les informations disponibles auprès du ministère des Affaires tribales, au 31 août, un total de 4 264 959 réclamations avaient été déposées à travers le pays dans le cadre de la *Forest Rights Act* (FRA) de 2006, dont 1 783 708 (42 %) ont été rejetées.<sup>33</sup> Un nombre écrasant de demandes sont rejetées en raison de l'incapacité des demandeurs à même remplir les formulaires de demande, et les comités au niveau des sous-divisions et les comités au niveau du district sont largement dominée par le gouvernement

Les fonctionnaires du gouvernement, en particulier ceux du département des forêts, qui refusent de reconnaître les droits en vertu de la loi sur les droits forestiers. Le processus d'appel n'est pas accessible aux demandeurs et les comités de suivi au niveau de l'État présidés par le secrétaire en chef de l'État ne sont pas opérationnels. L'article 4(5) de la loi sur les droits forestiers stipule spécifiquement qu'aucun membre d'une tribu répertoriée vivant dans la forêt ou autre habitant traditionnel de la forêt ne doit être expulsé ou retiré des terres forestières sous son occupation tant que la procédure de reconnaissance et de vérification n'a pas été effectuée. été complété. Et pourtant, les PA ont été expulsés alors que leurs revendications en vertu de la loi sur les droits forestiers étaient en cours d'arbitrage. Le gouvernement a continué à expulser des PA même pendant la deuxième vague de COVID-19, lorsque les gens ordinaires luttent pour des besoins de base tels que le logement, la nourriture, l'éducation et les installations médicales, etc. familles appartenant à la communauté autochtone marginalisée Bhil et Barela résidant dans la région de Jamniya du district de Khandwa dans le Madhya Pradesh en juillet<sup>34,35</sup> et la démolition des huttes des tribus Kadar à Theppakulamedu dans la Réserve de tigres d'Anamalai le 3 décembre malgré leur construction sur des terres patta<sup>36</sup> allouées par le gouvernement en novembre.<sup>37</sup>

### **NAGALIM**

Les Nagas habitent un territoire connu sous le nom de Nagalim, situé entre la Chine, l'Inde et le Myanmar. Ils occupent une superficie d'environ 120 000 km<sup>2</sup>.

Les Nagas forment plusieurs tribus, principalement dans la région du nord-est de l'Inde et du nord-ouest du Myanmar.

### **Femmes autochtones Naga - rôle et contribution dans la société**

Les femmes Naga sont l'épine dorsale de la famille et de l'économie, de la gestion du ménage à la parentalité et à l'entrepreneuriat. Ils agissent également en tant que gardiens et jouent un rôle crucial dans la préservation de la culture et de la tradition. De nombreuses femmes ont parcouru un long chemin dans des postes de direction dans divers secteurs.<sup>38</sup> Les femmes nagas jouent un rôle central dans la protection, la promotion et la préservation de la culture et de l'identité du peuple naga. Leur tenue culturelle, qui est l'un de leurs premiers marqueurs identitaires, est tissée par les femmes. Des groupes de femmes de différentes tribus travaillent à la préservation de leur patrimoine culturel par le biais de mécanismes modernes/étatiques. Ces

organisations préservent et protègent leur culture et leur identité par la documentation, les brevets et l'enregistrement des Indications Géographiques (IG). Le groupe de femmes de Chakhesang ouvre la voie dans cet effort : 18 châles et trois sarongs/enveloppements ont obtenu l'étiquette GI grâce aux initiatives de la *Chakhesang Women Welfare Society* (CWWS). Ces groupes de femmes surveillent également les divers détournements de vêtements culturels Naga par l'industrie de la mode.<sup>39</sup> Ils ont assumé le rôle de gardiens de leur patrimoine culturel. *Watsü Mungdang*, l'organisation féminine suprême du peuple Ao, contrôle et régleme activement l'utilisation ou l'appropriation des vêtements culturels. *L'Indigenous Sisters Heirloom Heritage* est également une organisation du Nagalim du Sud qui travaille activement à sensibiliser à l'importance du patrimoine culturel et aide les différentes tribus Naga à enregistrer et à breveter leurs textiles et dessins autochtones.

Les femmes jouent un rôle énorme dans la pratique et la propagation de l'agriculture et des pratiques agricoles autochtones. La connaissance traditionnelle de la culture a été principalement transmise par les femmes pendant des générations. Outre les connaissances et pratiques traditionnelles, chaque mère de la famille agit en tant que gardienne des semences pour la communauté. Les groupes de femmes réalisent lentement cette contribution et, grâce aux initiatives d'ONG telles que *North East Network* (NEN), des banques de semences communautaires ont commencé à se développer. Huit villages du district de Phek au Nagaland disposent actuellement d'une banque de semences communautaire.<sup>40</sup> Les banques de semences stockent actuellement 226 variétés de semences, dont 35 types de paddy et sept types de mil.

### **Les femmes dans la gouvernance et la prise de décision**

Malgré les progrès réalisés dans leur vie professionnelle et personnelle, la participation des femmes aux processus de gouvernance et de prise de décision reste minime. Les institutions traditionnelles gouvernées par la coutume Naga. La loi mariale ne permet pas aux femmes d'être impliquées dans l'administration et la gouvernance du village. La société Naga est patriarcale et continue d'être régie par ces institutions traditionnelles, du niveau du village à la représentation de la tribu, composée uniquement d'hommes. Bien que les hommes et les femmes soient considérés comme assez égaux dans la société naga, les nagas ont traditionnellement des rôles de genre spécifiques dans la communauté.<sup>41</sup> Il y a cependant un discours et un plaidoyer croissants autour de la représentation des femmes dans les organes de prise de décision. Le mouvement est lent et il y a une forte opposition des hommes et des femmes, mais certains villages commencent à introduire des femmes dans les conseils de village. On peut mentionner le changement pionnier apporté par le village de Chizami dans le district de Phek<sup>42</sup>, le village de Tongou (Ringui)<sup>43</sup> et le village de Talui dans le district d'Ukhrul, et le village de Cheengkhu à Chandel où les femmes ont été intronisées au conseil du village. Dans un autre développement historique, une femme retraitée fonctionnaire naga a été nommée présidente d'un organe tribal en janvier 2021 à Dimapur.<sup>44</sup> Dans le village de Wangti, district de Mon également, des femmes ont été élues au conseil de développement du village pour la première fois.<sup>45</sup> Cela indique un changement progressif qui se produit dans le domaine de la prise de décision. Les femmes Naga continuent de se voir refuser le bénéfice d'un tiers ou 33 % des sièges réservés aux femmes, comme le prévoit l'article 243T(3) de la Constitution de l'Inde, parce que les corps tribaux Naga dominés par les hommes s'y opposent avec véhémence, malgré sa disposition dans la loi de 2001 sur les conseils municipaux et municipaux du Nagaland.

Le Nagaland a été témoin de violentes manifestations contre les élections des organes locaux urbains (ULB) en 2017, qui prévoyaient ladite réserve de 33 %. La manifestation a fait deux morts et plusieurs propriétés gouvernementales ont été vandalisées. Plusieurs organisations se sont opposées aux élections de l'ULB au motif qu'elles enfreignaient les dispositions spéciales accordées au Nagaland en vertu de l'article 371 (A) de la Constitution.<sup>46</sup> En raison de la protestation et du soulèvement, les élections ont été annulées.<sup>47</sup> Il n'y a pas eu d'élections aux organes locaux urbains au Nagaland depuis plus d'une décennie maintenant. Le 26 octobre, le gouvernement du Nagaland a formé un comité dirigé par le secrétaire en chef du Nagaland pour revoir la loi sur les municipalités et la politique de réservation.<sup>48</sup> Entre-temps, à titre de mesure provisoire, le gouvernement du Nagaland a décidé que les membres seraient nommés sur une base de 70 : 30 (hommes-femmes) pour diriger les municipalités jusqu'à ce que de telles élections puissent avoir lieu.<sup>49</sup>

Treize élections législatives ont eu lieu au cours de la dernière datant de 57 ans, à commencer par la première en 1964. Cependant, aucune des élections n'a élu une femme membre de l'assemblée législative. Le Nagaland est peut-être l'une des exceptions dans la mesure où pas une seule femme membre n'a jamais été élue à la plus haute instance législative de l'État.<sup>50</sup> L'absence des femmes n'est donc pas seulement au sein du système de gouvernance traditionnel mais aussi au sein du système étatique.

Les droits de propriété des femmes ont également été largement discutés et débattus étant donné que les femmes n'ont traditionnellement pas le droit d'hériter de la propriété, en particulier des terres ancestrales. Différentes tribus ont des pratiques différentes mais, au fil des ans, les femmes issues de familles aisées commencent maintenant à hériter de biens. La possibilité de permettre aux femmes d'accéder aux droits de propriété tout en protégeant la terre et l'identité des Nagas a fait l'objet d'efforts et de discussions continus entre des organisations telles que l'Union des femmes Naga (NWU).

Les femmes Naga participent à la sphère sociale et politique à travers la formation de ligues ou d'unions de femmes. Chaque village et chaque tribu a un syndicat de femmes qui se penche sur les problèmes des femmes et d'autres préoccupations sociales. Les femmes font entendre leur voix et leurs opinions à travers ces plateformes. Les femmes nagas sont connues pour leur importance et leur contribution aux mouvements sociaux et à la lutte contre les violations des droits humains.<sup>51</sup>

Alors que la société Naga est considérée comme plus sûre en termes de crimes contre les femmes,<sup>52</sup> il y a de plus en plus de cas de violence domestique signalés et non signalés. Les femmes ont peu accès à la justice, que ce soit dans le cadre du système judiciaire traditionnel ou de l'État, en raison d'exigences procédurales longues et lourdes. Les États ont mis en place plusieurs agences telles que des « centres à guichet unique », des commissions des femmes au niveau national et au niveau des États, et désormais une disposition obligatoire pour créer des unités de district.

Les femmes ont parcouru un long chemin depuis les rôles traditionnels consistant à équilibrer les rôles domestiques et agricoles pour devenir des leaders éduquées et qualifiées dans différents domaines. Cependant, avec l'augmentation des cas de violence domestique,<sup>53</sup> des décennies de militarisation et d'instabilité politique dans la région de Naga, ainsi qu'un patriarcat profond imprégnant les organes et agences de prise de décision, les femmes Naga ont encore plus de batailles à gagner.

## Développements dans le processus de paix Indo-Naga

Les pourparlers indo-nagas qui ont commencé après la signature du cessez-le-feu en 1997 ont franchi une étape importante avec la signature de l'accord-cadre du 3 août 2015. Par la suite, contrairement aux attentes, le gouvernement indien a adopté une attitude évasive dans son engagement et a également fait preuve de rigidité dans son approche de l'élaboration des détails de mise en œuvre de l'accord<sup>54</sup>, ce qui a entravé de nouveaux progrès dans les négociations. Cela a abouti à une impasse complète dans les négociations en 2021, la principale pomme de discorde étant le drapeau naga et une constitution naga. R.N. Ravi, interlocuteur depuis 2014, a été nommé gouverneur de l'État du Nagaland en juillet 2019. Le double rôle de Ravi en tant que chef de l'État et également interlocuteur dans le dialogue politique n'était pas clair. Cette dualité a été combattue et une demande de retrait de Ravi comme interlocuteur a été faite par le NSCN (IM) et par la société civile Naga, aboutissant à une nouvelle impasse. Le groupe Naga a également soulevé la manipulation de l'accord-cadre. Il a été allégué que R.N. Ravi avait trafiqué et mal interprété le document, ce qui a obligé le NSCN (IM) à rendre public l'accord-cadre.<sup>55</sup> Le 9 septembre 2021, Ravi a été transféré du Nagaland et a été nommé gouverneur de l'État du Tamil Nadu. Il a été simultanément libéré de la position d'interlocuteur dans les pourparlers de paix Indo-Naga. Il a été remplacé par Akshay Kumar Mishra, ancien directeur spécial du Bureau du renseignement qui s'était engagé officiellement avec le NSCN (IM) depuis 2020.<sup>56</sup> Le sixième interlocuteur des pourparlers Indo-Naga, A.K. Mishra avait occupé un poste consultatif auprès du ministre de l'Intérieur de l'Union Amit Shah et a également joué un rôle déterminant dans la signature de l'accord de Karbi et d'un accord de cessez-le-feu avec le groupe NSCN (K) Nikki. Bien que la reprise des pourparlers avec le nouvel interlocuteur soit une étape positive, la question du drapeau et de la constitution continue de bloquer les négociations et les pourparlers politiques de 24 ans continuent d'être suspendus.

## Militarisation à la suite du massacre d'Oting,

Le ministre en chef du Nagaland, Neiphiu Rio, a convoqué une réunion du cabinet de l'État le 7 décembre et a décidé de faire appel au gouvernement central pour une abrogation immédiate de la loi de 1958 sur les pouvoirs spéciaux des forces armées dans l'État du Nagaland.<sup>60</sup> Plusieurs pétitions et mémorandums de différentes organisations de la société civile et des droits de l'homme ont été soumis au Premier ministre pour demander l'abrogation de l'AFSPA. Cependant, le 30 décembre 2021, le ministère de l'Intérieur de l'Union a déclaré que la zone était perturbée, conformément à l'article 3 de la loi<sup>61</sup>, condition nécessaire pour prolonger la loi de six mois supplémentaires. Il s'agit d'une extension périodique qui se poursuit depuis 63 ans au Nagaland. **Développements législatifs - Projet de loi de 2021 portant ordonnance sur la Constitution (tribus répertoriées) (modification)** En Inde, les Nagas sont répartis dans quatre États, à savoir l'Arunachal, l'Assam, le Manipur et le Nagaland. Les Nagas d'Arunachal ont été répertoriés dans la série n ° 10 de la partie 13 de l'ordonnance de la Constitution (tribus répertoriées) de 1950<sup>62</sup> en tant que «toutes tribus Naga» dans l'État d'Arunachal. Le 2 août 2021, sur recommandation du gouvernement de l'État d'Arunachal, le ministère tribal a présenté un projet de loi à la Chambre haute du Parlement pour modifier la liste des tribus d'Arunachal. Le projet de



loi a été adopté et le président de l'Inde a donné son assentiment le 13 août 2021.<sup>63</sup> Le projet de loi, connu sous le nom de Constitution (Scheduled Tribes) Order (Amendment) Bill, 2021, a apporté cinq modifications à la nomenclature et à l'identification des tribus dans la partie VIII de la Constitution (Scheduled Tribes Order), 1950. Les tribus Naga, auparavant regroupées sous le nom de « *Any Naga Tribes* », ont été remplacées par les noms de quatre tribus, à savoir Nocte, Tangsa, Tutsa et Wancho, et ont reçu une identité individuelle. Le mot Naga a été supprimé. Le directeur de *l'Institut d'études tribales d'Arunachal*, le professeur Jumyir Basar, a déclaré que les mots «*Toutes les tribus Naga*» avaient été empruntés directement aux archives coloniales et que ces tribus étaient en réalité culturellement diverses.<sup>64</sup> Ces nouvelles identités sont perçues par les Nagas comme un pas vers la négation de l'existence des Nagas en Arunachal. La lutte des Nagas pour l'autodétermination comprend la consolidation de la patrie naga, qui a été divisée et placée sous l'administration de deux pays, l'Inde et le Myanmar, et encore plus séparée en États séparés en leur sein, démantelant et déconstruisant ainsi l'identité naga.

## Notes et références

1. Since the Scheduled Tribes or “tribals” are considered India’s Indigenous Peoples, these terms are used interchangeably in this text.
2. Government of India. Ministry of Home Affairs. North East Division. 11011/53/2012-NE-V. Dated 27 September, 2018. [https://mha.gov.in/sites/default/files/leld\\_paths/HLC\\_Tripura.PDF](https://mha.gov.in/sites/default/files/leld_paths/HLC_Tripura.PDF)
3. ASRP Mukesh. “World Indigenous People’s Day: Jharkhand CM declares public holiday, Congress plans grand celebration.” The Times of India, August 9, 2020. <https://timesofindia.indiatimes.com/city/ranchi/world-indigenous-peoples-day-cm-declares-public-holiday-cong-plans-grand-celebrations/articleshow/77438738.cms>
4. National Crime Records Bureau. Ministry of Home Affairs. Crime in India 2020. Statistics Volume-II. P. (New Delhi: National Crime Records Bureau. Ministry of Home Affairs, 2021). 199 & 203 <https://ncrb.gov.in/sites/default/files/CIH%202020%20Volume%202.pdf>
5. Outlook Web Bureau. “17-Year-Old Tribal Girl Gang-Raped In Odisha, 4 Held.” Outlook India Magazine Online, , March 10, 2021. <https://www.outlookindia.com/website/story/india-news-17-year-old-tribal-girl-gang-raped-in-odisha-4-held/376721/>
6. Tiwari, Vishnukant. “Bastar Tribals Allege Rape, Murder of 18-Yr-Old by Security Forces,.” The Quint, June 8, 2021. <https://www.thequint.com/news/india/chhattisgarh-bastar-girl-killed-by-drg-not-a-maoist-say-family>
7. Deo, Shipra, Landesa and Samuel Hahnemann Associates & Research Centre (SHARC). “This is not your home’ - An assessment of land rights of tribal women in Jharkhand. Washington D.C.: Landesa, 2021. <https://cdn.landesa.org/wp-content/uploads/This-is-not-your-home-10-August-2021-Jharkhand.pdf#page=8&zoom=100,92,96>
8. Ibid.
9. Ibid.
10. Ibid.
11. Bajaj, Nidhi. “Atrocious Witch Hunting Attacks in India: Need for Central Legislation.” iPleaders Blog, January 29, 2020. <https://blog.ipleaders.in/witch-hunting-attacks-in-india/>
12. National Crime Records Bureau. Ministry of Home Affairs. “Crime in India.” <https://ncrb.gov.in/en/crime-india>
13. Grover, Astha Madan and Sushovan Patnaik. “State anti-superstition laws not enough. India needs a central law, focus on victim not crime.”, The Print, December 9, 2020. <https://theprint.in/opinion/state-anti-superstition-laws-not-enough-india-needs-a-central-law-focus-on-victim-not-crime/563439/>
14. Kapoor, Meenakshi. “Indian government wants to strip even the Andaman Islands of their environmental protection.” Scroll.in, April 9, 2021. <https://scroll.in/article/991827/indian-government-wants-to-strip-even-the-andaman-islands-of-their-environmental-protection>
15. Pardikar, Rishika. “NITI Aayog’s Vision for Great Nicobar Is at Great Odds With Islanders’ Reality.” The Wire, May 29, 2021. <https://science.thewire.in/environment/niti-aayogs-vision-for-great-nicobar-is-at-great-odds-with-islanders-reality/>
16. Kapoor, Meenakshi. “Indian government wants to strip even the Andaman Islands of their environmental protection.” Scroll.in, April 9, 2021. <https://scroll.in/article/991827/indian-government-wants-to-strip-even-the-andaman-islands-of-their-environmental-protection>
17. Ibid.
18. Government of India (Ministry of Tribal Affairs). Lok Sabha. Unstarred Question No 2096 to be answered on 02.12.2019. National Policy for PVTG. <http://164.100.24.220/loksabhaquestions/annex/172/AU2096.pdf>
19. United Nations. OHCHR. Reference: CERD/EWUAP/104th session/2021/CS/KS. August 25, 2021. [https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CERD/Shared%20Documents/Ind/INT\\_CERD\\_ALE\\_Ind\\_9447\\_E.pdf](https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CERD/Shared%20Documents/Ind/INT_CERD_ALE_Ind_9447_E.pdf)

20. Nandi, Jayashree. "Changes to forest conservation act delayed after new objections," The Hindustan Times, January 9, 2022. <https://www.hindustantimes.com/india-news/changes-to-forest-conservation-act-delayed-after-new-objections-101641749843786.html>
21. Express News Service. "Madhya Pradesh: Under-trial tribal man dies in judicial custody, villagers attack police station." The New Indian Express, September 7, 2021. <https://www.newindianexpress.com/nation/2021/sep/07/madhya-pradesh-undertrial-tribal-man-dies-in-judicial-custody-villagers-attack-police-station-2355643.html>
22. Sharma, Diwakar. "Maharashtra: Man from Phase Pardhi tribe dies in police custody in Solapur, torture alleged." Mid-Day, October 9, 2021. <https://www.mid-day.com/mumbai/mumbai-news/article/maharashtra-man-from-phase-pardhi-tribe-dies-in-police-custody-in-solapur-torture-alleged-23195815>
23. Pal, Sumedha. "Chhattisgarh: Security Forces Open Fire on Tribal Protesters, Activists Stopped From Visiting Site." NewsClick, May 20, 2021. <https://www.newsclick.in/chhattisgarh-security-forces-open-re-tribal-protesters-activists-stopped-visiting-site>
24. The Assam Tribune. "Suspected Ultras Kill Two Persons, Injure One In Assam Village." The Assam Tribune, January 28, 2021. <https://assamtribune.com/suspected-ultras-kill-two-persons-injure-one-in-assam-village/>
25. The Hindu. "Tribals stage protest against murder of former militia member." The Hindu, March 7, 2021. <https://www.thehindu.com/news/cities/Visakhapatnam/tribals-stage-protest-against-murder-of-former-militia-member/article34013486.ece>
26. Team EastMojo. "Manipur: Four, including 8-year-old killed by militants in Kangpokpi." EastMojo, October 13, 2021. <https://www.eastmojo.com/manipur/2021/10/13/manipur-four-including-8-year-old-killed-by-militants-in-kangpokpi/>
27. Rao, Dr Palla Trinadha. "Andhra tribals "victims" of displacement, land alienation, natural resource exploitation." Counterview, July 2, 2021. <https://www.counterview.net/2021/07/andhra-tribals-victims-of-displacement.html>
28. Response of the Minister of Tribal Affairs, Government of India to Unstarred Question No. 71 in the Lok Sabha on September 14, 2020 relating to "Displacement of Tribals".
29. Shagun. "Polavaram — displaced and nowhere to go: Tribal families robbed of rights, livelihood in resettlement colonies." Down To Earth, December 8, 2021. <https://www.downtoearth.org.in/news/governance/polavaram-displaced-and-nowhere-to-go-tribal-families-robbed-of-rights-livelihood-in-resettlement-colonies-80604>
30. Express News Service. "Polavaram project: Panel sees violation of tribal rights." The New Indian Express, September 19, 2021. <https://www.newindianexpress.com/states/andhra-pradesh/2021/sep/19/panel-sees-violation-of-tribal-rights-2360761.html>
31. Express News Service. "Rukuda irrigation project: Forced out of home years ago, Odisha tribals await rehab." The New Indian Express, November 12, 2021. <https://www.newindianexpress.com/states/odisha/2021/nov/12/rukuda-irrigation-project-forced-out-of-home-years-ago-odisha-tribals-await-rehab-2382626.html>
32. Syed Sajjad Ali. "Tripura villagers block road over Bru settlement." The Hindu, August 25, 2021. <https://www.thehindu.com/news/national/other-states/tripura-villagers-block-road-over-bru-settlement/article36090343.ece>
33. Monthly update on status of implementation of the Forest Rights Act, 2006 for the period ending 31 August 2021. Ministry of Tribal Affairs. [https://tribal.nic.in/downloads/FRA/MPR/2021/\(A\)%20MPR%20Aug%202021.pdf](https://tribal.nic.in/downloads/FRA/MPR/2021/(A)%20MPR%20Aug%202021.pdf)
34. Pal, Sumedha. "MP: Barela Tribals Rendered Homeless as Forest Department 'Attacks' Fields and Homes." The Lea et, July 14, 2021. <https://theleaet.in/mp-barela-tribals-rendered-homeless-as-forest-department-attacks-elds-and-homes/>
35. Sentinel Digital Desk. "Section of Lunding Forest Encroachers Remain De ant, Says We Will Not Leave Our Place." The Sentinel, November 11, 2021. <https://www.sentinelassam.com/north-east-india-news/assam-news/section-of-lunding-forest-encroachers-remain-de-ant-says-we-will-not-leave-our-place-562741>
36. Patta land means the land for which land deed issued by the government to an individual or organisation.
37. Express News Service. "Forest dept tears down Kadar huts in ATR." The New Indian Express, December 4, 2021. <https://www.newindianexpress.com/states/tamil-nadu/2021/dec/04/forest-dept-tears-down-kadar-huts-in-atr-2391702.html>
38. Naga Women's Union (NWU), International Work Group for Indigenous Affairs IWGIA), Henry MartynInstitute (HMI): International Centre for Research, Interfaith Relations and Reconciliation. The Place of Women in Naga Society. Guwahati: Christian Literature Centre, Guwahati, 2018. <https://www.iwgia.org/en/resources/publications/305-books/3337-the-place-of-women-in-naga-society.html>
39. Lal, Surabhi and Devanshi Saxena., "Can the Geographical Indication Acts Provide Relief to Nagaland's Chakesang Women?" The Wire, October 20, 2020. <https://thewire.in/rights/geographical-indications-act-nagalands-chakesang-women>
40. Moitra, Aheli. "Nagaland: Seed keepers build future safe vault - Community Seed Banks could pave way to collective sharing & securing of knowledge" The Morung Express, March 28, 2018. <https://aperipheraltwist.blogspot.com/2018/03/nagaland-seed-keepers-build-future-safe.html>
41. *Supra* note 1.
42. Krocha, Vishū Rita. "Chizami enables women's participation in decision making." The Morung Express, March 7, 2021. <https://morungexpress.com/chizami-enables-womens-participation-in-decision-making>
43. The Sangai Express. "Tongou village sets benchmark towards gender equality." E-Pao, January 14, 2015, available at <http://e-pao.net/GP.asp?src=14..150115.jan15>
44. Hazarika, Myithili. "Retired Nagaland of cer becomes rst woman elected head of tribal clan." The Print, February 6, 2021. <https://theprint.in/neye/retired-nagaland-of-cer-becomes-rst-woman-elected-head-of-tribal-clan/600023/>
45. Krocha,Vishū Rita. "First woman VDB Secretary in Mon." The Morung Express, June 6, 2021. <https://morungexpress.com/rst-woman-vdb-secretary-in-mon>
46. Ambrocia, Medolenuo. "Nagaland: 33% women reservation in Urban Local Bodies elections likely." EastMojo, October 28, 2021. <https://www.eastmojo.com/nagaland/2021/10/28/nagaland-33-women-reservation-in-urban-local-bodies-elections-likely/>

47. PTI. "Nagaland Governor PB Acharya declares ULB polls null and void." The Indian Express, February 9, 2017. <https://indianexpress.com/article/india/nagaland-governor-pb-acharya-declares-ulb-polls-null-and-void-4516160/>
48. Nagaland Post. "Nominations not elections to ULBs." Nagaland Post, October 26, 2021. <https://www.nagalandpost.com/index.php/nominations-not-elections-to-ulbs/>
49. Ambrocia, Medolenuo. "Nagaland: 33% women reservation in Urban Local Bodies elections likely." EastMojo, October 28, 2021. <https://www.eastmojo.com/nagaland/2021/10/28/nagaland-33-women-reservation-in-urban-local-bodies-elections-likely/>
50. Bhalla, Abhishek. "No female representation in Nagaland Assembly, yet again." DNA, March 4, 2018. <https://www.dnaindia.com/india/report-no-female-representation-in-nagaland-assembly-yet-again-2590467>
51. Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP). HerStory of Empowerment, Leadership and Justice. A collection of personal essays by indigenous women. Chiang Mai: Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP), 2013. <https://aippnet.org/wp-content/uploads/2020/02/HerStory-For-website.pdf>
52. Latest data compilation (2016-2018) of National Crime Records Bureau, Government of India shows almost zero percentage of crime against women in the state of Nagaland and other states of India where Nagas are found. National Crime Records Bureau. Ministry of Home Affairs. "Table 3A.1. Crime against Women (IPC + SLL) - 2016-2018." [https://ncrb.gov.in/sites/default/les/crime\\_in\\_india\\_table\\_additional\\_table\\_chapter\\_reports/Table%203A.1\\_0.pdf](https://ncrb.gov.in/sites/default/les/crime_in_india_table_additional_table_chapter_reports/Table%203A.1_0.pdf)
53. Gogoi, Bhadra. "Domestic violence on the rise in Nagaland, says women's panel." The Times of India, October 28, 2021. <https://timesofindia.indiatimes.com/city/kohima/domestic-violence-on-the-rise-in-nagaland-says-womens-panel/articleshow/87330757.cms>
54. Singh, Bikash. "NSCN(IM) seeks PM Modi's intervention to take peace talks to logical conclusion." The Economic Times, August 3, 2021. <https://economictimes.indiatimes.com/news/india/nscnim-seeks-pm-modis-intervention-to-take-peace-talks-to-logical-conclusion/articleshow/84987171.cms?from=mdr>
55. Pisharoty, Sangeeta Barooah. "Four Reasons Why the NSCN(I-M) Released the Confidential Nagaland Framework Agreement." The Wire, August 17, 2020. <https://thewire.in/politics/nagaland-framework-agreement-nscn-im>
56. TNN. "RN Ravi quits as Naga talks interlocutor, ex-IB of cial takes over." The Times of India, September 23, 2021. <https://timesofindia.indiatimes.com/city/guwahati/rn-ravi-quits-as-naga-talks-interlocutor-ex-ib-of-cial-takes-over/articleshow/86448908.cms>
57. Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP) and The International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA). "Condemnation of State Sponsored Violence on Unarmed Civilians in Nagaland, India." IWGIA, December 13, 2021. <https://www.iwgia.org/en/news/4582-condemnation-of-state-sponsored-violence-on-unarmed-civilians-in-nagaland-india.html>
58. Ningreichon, T. "Looking Beyond AFSPA." The Morung Express, December 14, 2021. <https://morungexpress.com/looking-beyond-afspa>
59. Akummeren, IA. "Press Briefing on Emergency Cabinet Meeting Held." Government of Nagaland. Department of Information & Public Relations. December 7, 2021. <https://ipr.nagaland.gov.in/press-briefing-emergency-cabinet-meeting-held>
60. Ibid.
61. Government of India. Ministry of Home Affairs. "The Armed Forces (Special Powers) Act, 1958." Section 3. [https://www.mha.gov.in/sites/default/les/armed\\_forces\\_special\\_powers\\_act1958.pdf](https://www.mha.gov.in/sites/default/les/armed_forces_special_powers_act1958.pdf)
62. Government of India. Ministry of Law and Justice. Legislative Department. "The Constitution (Scheduled Tribes) Order, 1950." Part XIII. [https://legislative.gov.in/sites/default/les/19\\_The%20Constitution%20%28ST%29%20Order%201950.pdf](https://legislative.gov.in/sites/default/les/19_The%20Constitution%20%28ST%29%20Order%201950.pdf)
63. PRS Legislative Research. "The Constitution (Scheduled Tribes) Order (Amendment) Bill, 2021." <https://prsindia.org/billtrack/the-constitution-scheduled-tribes-order-amendment-bill-2021>
64. Agarwala, Tora. "Explained: How revising Arunachal Pradesh ST list helps self-identification." The Indian Express, August 20, 2021. <https://indianexpress.com/article/explained/explained-how-revising-arunachal-pradesh-st-list-helps-self-identification-7452825/>

**M. Santosh Chakma** est avocat et directeur de l'*Indigenous Lawyers Association of India (ILAI)*.

**Ningreichon Tungshang** est originaire des contreforts majestueux de Shirui Kashong, Ukhrul et elle vit actuellement à Delhi. Elle est mère de trois enfants et écrit occasionnellement sur le voyage Naga, un sujet qui lui tient à cœur. Elle travaille avec le *Naga Peoples Movement for Human Rights*.

**Chingri Vashum** est chercheur en droit et membre du *Naga Peoples Movement for Human Rights*.

Traduction de l'anglais par le GITPA